

Par
ARTHUR LOUIS

Il y a déjà bien longtemps qu'elle ne fait plus le tour de la capitale, la ceinture rouge. Elle dont l'appellation est attribuée au journaliste et membre fondateur du Parti communiste Paul Vaillant-Couturier, qui évoquait, au milieu des années 1920, un «Paris encerclé par le prolétariat révolutionnaire». «Sur le territoire de l'ancien département de la Seine, qui correspond aujourd'hui à la Seine-Saint-Denis, au Val-de-Marne et aux Hauts-de-Seine, il y avait 62 villes communistes en 1945, il y en avait encore 54 en 1977 et aujourd'hui, il n'en reste que 17», égrène l'historien du communisme et ex-membre de la direction du PCF, Roger Martelli. Si des bastions survivent, de nombreux autres sont déjà tombés, comme en Seine-Saint-Denis, à Saint-Ouen en 2014 ou à Saint-Denis en 2020, toutes deux passées aux mains des socialistes. L'histoire devrait se répéter en mars. Et pour cause, outre le PS, adversaire historique du PCF dans cette ceinture rouge dépeçée, les dernières villes communistes aiguissent aussi désormais les appétits des insoumis. Et comme toutes cibles chèrement convoitées, les restes de la banlieue rouge suscitent des batailles à bâtons rompus. A La Courneuve (Seine-Saint-Denis), après une mandature gérée par une majorité plurielle comprenant communistes, socialistes, écologistes et insoumis, trois listes différentes (PCF, PS, LFI) se présentent pour succéder au maire rouge sortant, Gilles Poux, qui ne compte pas rempiler. Mais même dans des mairies où l'édile communiste se représente et part grand favori, les mélanchonistes font bande à part. A Montreuil (Seine-Saint-Denis), les insoumis, membres de la majorité d'union de

Dans certaines communes, la gauche peut encore se permettre des guerres locales sans grand risque. Mais d'autres sont désormais ciblées par la droite.

la gauche, défient le maire communiste sortant, Patrice Bessac. Même chose à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), où la liste de Pierre Bellloch, édile PCF candidat à sa réélection, est concurrencée par LFI. Reprise par les communistes aux dernières municipales, Villejuif célèbre cette année cent ans de gestion communiste (en faisant exception d'un mandat à droite entre 2014 et 2020). Et alors que Pierre Garzon, qui l'avait emporté lors du scrutin précédent, se représente, son siège est lorgné par une liste mélanchoniste et une autre socialiste.

Accord stratégique local

Si, dans plusieurs villes, la guerre des gauches fait rage, un accord passé entre les communistes locaux et les insoumis de Seine-Saint-Denis pourrait assurer au PCF de conserver des mairies. «A Bobigny, Noisy-le-Sec, Sevran et Stains, La France insoumise soutiendra les maires communistes et apparentés sortants», ont annoncé les deux partis début décembre. En contrepartie, des têtes de listes LFI, soutenues par les communistes, partent à la reconquête de bastions historiques déjà perdus comme à Saint-Denis où l'insoumis Bally Bagayoko, épaulé par le PCF local, défie le socialiste Mathieu Hanotin.



Tantôt alliés, tantôt adversaires. Ce mélange des genres n'est pas vraiment du goût de la direction du parti de Fabien Roussel. «Nationalement, LFI décide d'attaquer les plus grosses mairies dirigées par le PCF et de faire capoter des rassemblements de la gauche. Je ne vois pas comment on peut justifier un accord aussi favorable pour LFI [en Seine-Saint-Denis]», s'est agacé le porte-parole du PCF, Léon Deffontaines,

auprès de Libération. Dans certaines communes, la gauche peut encore se permettre des guerres locales sans grand risque. Mais d'autres sont désormais ciblées par la droite. Après avoir arraché le dernier département communiste, le Val-de-Marne en 2021, celle-ci a toujours envie de victoires symboliques. Comme à Fontenay-sous-Bois. Alors qu'ailleurs les majorités sortantes se dispersent, ici, le maire rouge Jean-

Philippe Gautrais fait campagne pour sa réélection avec le soutien des socialistes, des écologistes et des insoumis, rassemblés au sein de la même majorité depuis 2020.

Vestige du NFP

Motivé en partie par le risque d'un basculement à droite, ce rarissime vestige du Nouveau Front populaire montre aussi à quel point l'ouverture est devenue indispensable à la survie du communisme municipal. Pour Roger Martelli, «nous sommes très loin de l'image de la banlieue rouge qui a marqué la France par le passé. La banlieue n'est plus rouge. En tout cas, si l'on associe le rouge à la seule formation communiste». Disparition de la classe ouvrière, chômage, immigration, féminisation du travail : à partir de la fin du XX^e siècle, «le monde ouvrier, petit à petit, ne va plus se reconnaître dans le Parti communiste», observe l'historien. Selon ce dernier, le déclin du communisme en banlieue vient aussi de «l'Etat [qui] intervient de moins en moins à partir des années 80. Il se retire et délègue aux municipalités toute une série de tâches sans compensation financière».

Dès lors, les villes rouges n'ont plus les moyens de leurs ambitions et le modèle s'effondre. Avec la perte de ces fiefs, décline ce qui avait fait leur singularité : «Les habitations à bon marché, ancêtres des HLM, les centres de santé, l'aide aux personnes âgées et à l'enfance, les crèches, les colonies de vacances pour les jeunes... Sans compter l'effort pour faire accéder les catégories populaires à la culture, liste Roger Martelli. Tout cela formait une marque de fabrique de la banlieue rouge.»

PCF Autour de Paris, la ceinture rouge en voit de toutes les couleurs

Bien moins nombreux qu'au XX^e siècle, les fiefs communistes qui encerclent la capitale sont chèrement convoités par le PS et désormais par LFI au scrutin de mars.